

ARRETE MUNICIPAL**PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE D'AMBERIEU-EN-BUGEY**

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L. 153-36 et suivants et R. 153-20 et suivants,

Vu la délibération du 28 février 2020 approuvant la révision du plan local d'urbanisme,

Vu la délibération du 30 avril 2021 approuvant la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme,

La procédure de modification simplifiée n°2 du PLU prescrite par le présent arrêté vise à :

- Modifier l'Orientations d'Aménagement et de Programmation A-1 « Bravet » selon les objectifs et principes approuvés de l'opération d'aménagement du Quartier des Affaires et des Savoirs porté par la CCPA,
- Ajouter, à la demande de l'ARS à la pièce « annexes sanitaires » avec des éléments d'information et de recommandations sur la lutte contre le moustique tigre (*aedes albopictus*),
- Corriger une erreur graphique pour mettre en concordance la carte des hauteurs (hauteur actuelle figurée 12 m.) avec l'OAP A-6 « Léon Blum – Nouveau Centre » qui prévoit sur l'îlot 4 un immeuble repère de hauteur importante (8 à 12 niveaux) à dominante d'habitat avec possibilité de commerces et de bureaux dans les premiers niveaux,
- Admettre les toitures à un seul versant pour les constructions annexes à l'habitation « prêtes à poser » de faible importance (20 m² maximum) et les appentis au bâtiment principal, sans imposition de matériau et de teinte de couverture des annexes « prêtes à poser », sauf dans les périmètres de protection des bâtiments classés ou inscrits et dans les quartiers patrimoniaux identifiés au PLU.
- Rectifier diverses erreurs de plume et fautes d'orthographe ou de syntaxe qui ont été à l'usage notamment dans le Règlement écrit 5.A.

Ce projet de modification a été transmis à la MRAE pour évaluation environnementale de ses incidences sur l'environnement à l'issue d'un examen au cas-par-cas.

Considérant que l'ensemble des modifications envisagées ne sont pas de nature à :

- Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD),
- Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- Ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la Commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- Créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté,

Considérant en conséquence que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision,

Considérant qu'en vertu de l'article L.153-45, les évolutions envisagées n'ont pas pour effet :

- « Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- Soit de diminuer ces possibilités de construire,
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ».

Considérant en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun,

Considérant que la procédure de modification simplifiée est la plus adaptée pour permettre la correction du document d'urbanisme de la commune dans ce cas précis.

ARRETE

ARTICLE 1

Une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune est prescrite.

ARTICLE 2

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée du PLU sera notifié pour avis à Mme la Préfète et aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L. 132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à disposition du public. Compte tenu de la nature des modifications envisagées, la modification simplifiée n° 2 du PLU d'Ambérieu-en-Bugey n'est pas notifiée à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

ARTICLE 3

Les modalités de la mise à disposition seront prévues par une délibération du Conseil Municipal au moins 8 jours avant le début de celle-ci.

ARTICLE 4

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois à compter de sa notification à Mme la Préfète.

Un avis informera le public de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°2. Cet avis sera publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de la mise disposition sur le site internet de la commune et en mairie, ainsi que par voies d'affiches apposées.

ARTICLE 5

Au terme de la mise à disposition du public, le bilan de cette procédure sera présenté au Conseil Municipal, qui pourra alors approuver la modification simplifiée n°2 du PLU, éventuellement adaptée pour tenir compte des avis des PPA et des observations et propositions du public.

ARTICLE 6

Conformément aux articles R.153-20 et suivants du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté sera affiché en Mairie pendant une durée d'un mois. La mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département et fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

ARTICLE 7

Une copie du présent arrêté sera adressée à M. le Sous-Préfet et joint au dossier de mise à disposition du public.

Fait à Ambérieu-en-Bugey, le 10/05/2022

Le Maire,
Daniel FABRE



Accusé de réception en préfecture
001-210100046-20220510-051022-10-AR219-AR
Date de télétransmission : 11/05/2022
Date de réception préfecture : 11/05/2022